

Le pouvoir aux travailleurs

02 AOUT 1998

N° 57

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- INCENDIES DES CAMPEMENTS BOZOS : UN DRAME DONT CEUX-CI NE SONT PAS LES SEULES VICTIMES ...	2 - 3
- AUGMENTATION DU COUT DE LA CARTE DE SEJOUR, UNE ATTAQUE CONTRE TOUS LES TRAVAILLEURS	4
- UN RECU DU GOUVERNEMENT FACE AUX ELEVES EN COLERE	5
- LE BLABLA DE BEDIE!	6
- LE BAC ? ET PUIS APRES ?	7
- LE TRAVAIL DES ENFANTS : UNE ILLUSTRATION DE LA BARBARIE DU CAPITALISME .	8 - 9
- UNE SOCIETE REPUGNANTE	9
- MALI : LA CANICULE ET L'INCURIE GOUVERNEMENTALE ONT FAIT BEAUCOUP DE MORTS	10
- SOUDAN : POPULATIONS VICTIMES DE LA GUERRE ET LA FAMINE LES IMPERIALISTES RESPONSABLES	10 - 11

**INCENDIES DES CAMPMENTS BOZOS :
UN DRAME DONT CEUX-CI NE SONT PAS LES SEULES VICTIMES**

Les 23 et 24 juillet dernier, dans la région d'Ayamé, des jeunes Agnis ont incendié 22 campements des pêcheurs d'origine malienne appelés "bozos". Ils étaient 3.000 à se retrouver du jour au lendemain sans abris après avoir perdu presque tous leurs biens à la suite de ces incendies criminels.

Selon certains témoignages rapportés par la presse, tout a commencé par un arrêté préfectoral interdisant du 1er juillet au 30 septembre la pêche dans le lac Bia de cette région. Certains pêcheurs, bozos et agnis, n'ont pas tenu compte de cette interdiction et ont continué à pêcher clandestinement.

Cependant des pêcheurs agnis reprochaient aux seuls bozos de n'avoir pas respecté l'arrêté préfectoral. Ils ont donné un délai aux bozos pour quitter leurs campements. Mais les bozos n'avaient pas à obéir aux injonctions de leurs voisins. Ils n'avaient fait de mal à personne. C'est depuis 1959 qu'ils partagent cette activité de pêche avec les autochtones agnis ainsi que d'autres pêcheurs originaires de Guinée ou du Burkina.

Mais si les "autochtones" en veulent maintenant aux bozos, c'est parce qu'ils seraient des concurrents redoutables. Or un groupe de jeunes voudraient créer une coopérative de pêcheurs. Mais pour donner plus de chance à ce projet, il faudrait d'abord écarter les bozos de cette activité. Et brusquement, voilà que les bozos sont accusés de tous les maux. C'est bien connu: qui veut noyer son chien l'accuse de rage.

Cependant, derrière la main criminelle des jeunes agnis, il y a la responsabilité des autorités locales. Ces jeunes n'auraient pas osé commettre en plein jour un tel acte criminel, si par une complicité au moins passive, ces autorités ne leur avaient pas donné le sentiment de bénéficier d'une impunité totale. Et cela explique pourquoi une semaine après ces incendies criminels, ces autorités se contentent de parler d'une enquête, alors que les jeunes en question sont connus de leurs victimes.

De plus, pendant plusieurs jours, les victimes étaient abandonnées à elles-mêmes et il a fallu l'intervention du consul général du Mali à Abidjan pour qu'on leur donne un abri provisoire dans une école.

Voilà comment de façon directe ou indirecte, les autorités peuvent détourner la colère des pauvres contre d'autres pauvres. Aujourd'hui c'est une partie de la population d'origine malienne qui est désignée comme le bouc-émissaire. Demain ça pourrait être le tour d'autres pauvres appartenant à une autre ethnie ou à une autre religion.

Dans ce genre de conflits stériles, les pauvres y perdent tout, sans compter le fossé de haine qui se crée ainsi et divise leurs forces. Une telle situation rendra difficile l'unité nécessaire entre eux pour se défendre contre leurs exploiters.

Car ce sont ces gens qui pillent, détournent les fonds publics et volent les fruits de notre travail, qui sont responsables des conditions de vie de plus en plus difficiles dans lesquelles nous nous trouvons. C'est eux qui sont responsables de notre misère, de nos frustrations et de nos rancœurs. Alors si tout cela se traduit un jour par une explosion de colère, nous avons tout intérêt à tourner cette colère uniquement contre eux, les riches.

AUGMENTATION DU COUT DE LA CARTE DE SEJOUR,
UNE ATTAQUE CONTRE TOUS LES TRAVAILLEURS

Le parlement vient de voter à l'unanimité (PDCI-RDR-FPI), la multiplication par trois du coût de la carte de séjour pour les "étrangers". Celle-ci passe de 5.000F à 15.000F pour les ressortissants de CEDEAO et de 50.000F à 150.000F pour les autres.

Payer la somme de 150.000F pour un riche, de quelque origine qu'il soit, n'est pas grand chose. Par contre, payer la somme de 15.000F pour un pauvre, surtout par les temps qui courent, est un autre problème. Comment les travailleurs peuvent-ils sortir une telle somme d'argent, alors qu'ils n'arrivent même pas à nourrir leurs familles correctement?

Cette mesure prise par le gouvernement avec la complicité du FPI et du RDR qui se prétendent oppositionnels est une attaque de plus contre les travailleurs. Parce que si le gouvernement avait vraiment besoin d'argent, il prendrait dans la poche de ceux qui en ont, c'est-à-dire, dans celle des riches, en augmentant leurs impôts, et non dans celle des plus pauvres.

Non seulement le gouvernement n'a pas une telle politique mais bien au contraire, nombreuses sont les mesures prises depuis ces dernières années qui visent à alléger et même à exonérer les taxes, impôts et autres droits de douanes pour les riches.

Ainsi, nombreuses aussi sont les entreprises qui ne payent même pas les 20% de TVA que n'importe quel travailleur paye en allant acheter une marchandise chez un commerçant. Autrement dit, nombreux sont les bourgeois qui reçoivent de l'Etat la somme de 20, 50, 100 millions tous les mois. L'électricité que payent bon nombre d'entreprises est même subventionnée par le gouvernement. C'est-à-dire que l'électricité consommée par les entreprises des riches est payée en partie par la collectivité.

Ce serait une grosse erreur pour ceux des travailleurs ivoiriens qui se réjouiraient de cette attaque contre leurs frères étrangers. Car l'objectif des riches est de diviser les travailleurs, les affaiblir, pour mieux les attaquer ensuite.

Ceux-ci ne doivent pas oublier que ce monde est divisé entre riches d'un côté et pauvres de l'autre. Et tout ce qui divise les pauvres renforce la classe des riches et des exploités.

Déjà, le gouvernement parle d'augmenter le prix de l'électricité de 2000F par facture pour les abonnés ayant un compteur de moins de 5 Ampères.

Oui, c'est le même bâton qui frappe les travailleurs. A eux de s'unir pour rendre coup pour coup le mal que leur fait subir ce pouvoir au service de la classe riche.

UN REcul DU GOUVERNEMENT FACE AUX ELEVES EN COLERE

Le 2 juillet dernier, alors que les élèves attendaient les résultats du CEPE et du concours d'entrée en 6ème, Pierre Kipré, le ministre de l'Education nationale, a brusquement découvert qu'il y aurait eu des fraudes massives dans 14 centres d'examens. Et comme par hasard, il a demandé la reprise des examens le 16 juillet dans les seuls quartiers pauvres.

Cela a provoqué à juste titre l'indignation des élèves et parents. Il y a eu des manifestations de protestation dans les quartiers populaires tels que Abobo, Adjamé, Koumassi, etc. Ils ont dit que s'il fallait recommencer les examens, cela devrait se faire partout, sans discrimination. Ils demandaient la démission du ministre de tutelle en criant: "Kipré! démission! Kipré! démission!"

Ensuite, les élèves sont allés voir les étudiants pour demander le soutien des "grands frères". Ce soutien a été accordé sans hésitation aux "petits frères", d'autant plus que les étudiants venaient de se mettre en grève et de s'affronter aux forces de l'ordre pour des revendications académiques et celles concernant le nombre insuffisant de bourses.

A la suite d'un meeting tenu au campus de Cocody, meeting au cours duquel des

centaines d'élèves et parents étaient accueillis par des applaudissements, une grande manifestation a été annoncée pour le 16 juillet (date retenue par le ministre de l'Education pour la reprise des examens).

Cette manifestation devait se terminer devant la présidence pour que le président de la République lui-même donne une réponse. Il y avait une mobilisation impressionnante des forces de l'ordre. Ce qui a fait dire à un passant: "A cause des enfants là il y a autant de soldats. Ils n'ont pas honte!"

En tout cas les élèves ne se sont pas laissés impressionner par les forces de l'ordre. Et vu leur détermination, le gouvernement a cédé. En cherchant une porte de sortie, il a d'abord commencé par annoncer le report des examens sans donner de date. Puis il les a purement et simplement annulés. Quelques têtes sont tombées. Le ministre en question s'est débarrassé de ses principaux collaborateurs chargés de l'organisation des examens et concours (DECO). Il a donc fait porter le chapeau à d'autres pour garder son poste.

Mais l'essentiel est que les élèves aient obtenu satisfaction. Ils ont appris que la lutte paie. C'est une leçon utile dont ils auront encore besoin dans la vie.

LE BLABLA DE BÉDIE!

Pour Konan Bédié tout va très bien en Côte d'Ivoire. A un journaliste qui lui fait remarquer qu'il y a "trop de disparités entre les couches supérieures et moyennes d'une part et les plus démunies de l'autre" et qui lui pose la question : "Comment pensez-vous vous attaquer à la pauvreté dans votre pays?", sa réponse est sans bavure : " Lutter contre la pauvreté, mais on ne fait que cela depuis l'indépendance!".

Quand le même journaliste lui demande s'il n'y aurait pas une contradiction entre la fait qu'il ait été honoré par l'OMS à Genève, "pour les performances de la Côte d'Ivoire en matière de santé" et qu'"en même temps on entend les patients et les populations se plaindre de ce que certains hôpitaux, notamment à Abidjan, manquent de tout et ne sont, en fin de compte que des mouiroirs", la réponse est: "Il n'y a pas de contradiction. La santé est une priorité du gouvernement". Il prétend que l'espérance de vie de la population est en augmentation, que le taux de mortalité infantile a beaucoup diminué et que "la santé à la portée de tous" c'est pour bientôt.

Concernant le domaine de

l'éducation c'est aussi l'auto-satisfaction : son objectif serait de "scolariser 100% des enfants de Côte d'Ivoire".

Contre le chômage il dit que depuis 1994 il a déjà crée 477 000 emplois et que le "décollage économique" est imminent . Bref, à l'écouter, la Côte d'Ivoire c'est le paradis pour les populations pauvres. En somme c'est le "bonheur pour tous" selon son slogan favori. C'est une insulte pour l'écrasante majorité de la population qui ne mange pas à sa faim, qui ne peut, faute de moyens, ni scolariser ses enfants comme elle le souhaiterait, ni les faire soigner dans les hôpitaux publics où il manque de tout. On ne peut espérer qu'une chose : c'est que les travailleurs qui souffrent des bas salaires, des mauvaises conditions de travail et leurs familles qui vivent dans des conditions de privations permanentes alors qu'une petite minorité de privilégiés, de parasites, de voleurs et d'exploiteurs étalent leur richesse et leur opulence, disent "assez!" et s'organisent pour changer le fonctionnement de leur société inhumaine.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS

UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LE BAC ? ET PUIS APRES ?

Cette année, ils sont au nombre de 54.000 sur 75.000 à avoir échoué au Bac. Quelques-uns parmi eux auront le droit de redoubler et retenter leur chance. Beaucoup n'en sont probablement plus à leurs premiers essais et seront par conséquent à l'abandon - pour faire quoi? En tout cas, rien de réjouissant ne les attend.

Sur les 21.000 qui ont réussi au Bac, combien pourront continuer à l'université? Et combien ne le pourront pas, soit faute de moyens, soit faute d'orientation? Autant dire que les perspectives pour ceux-là ne sont pas bien grandes.

De ceux qui réussiront à passer ce premier cap, seule une toute petite minorité pourra aller jusqu'au bout de ses études.

Mais même pour ceux-là, s'ils trouvent du travail, auront-ils de quoi subvenir normalement, comme il se devrait, à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leurs familles, quand ont sait qu'un comptable muni fraîchement de son BTS -2 ans d'études après le bac- ne peut prétendre à plus de 120.000F ou 130.000F de salaire, quand ce n'est pas moins de 100.000F par mois! Qu'un ingénieur sorti de l'INSET ou équivalent, après avoir donc passé 4 à 5 ans à l'université, ne peut prétendre à plus de 200.000F à 250.000F par mois, à

condition, encore, de trouver un emploi.

Cette petite minorité-là sera encore la moins mal lotie comparativement à la grande majorité de cette jeunesse scolarisée qui ne pourra même pas aller jusqu'au BEPC et qui rejoindra le rang des travailleurs dans les usines, les chantiers, et encore si elle trouve du travail, de surcroît très mal payé.

Cette société réservée à la seule classe riche et ses laquais n'offre pas de perspective enthousiasmante à la jeunesse y compris à celle qui cherche à s'intégrer dans cette société injuste.

Même leur savoir-faire qu'ils ont appris après tant d'années de sacrifice pour eux et surtout leur famille, ne servira enfin de compte qu'à enrichir la classe exploiteuse. Même un médecin qui voudrait pratiquer honnêtement son métier en voulant soigner les malades ne le pourra pas réellement car les soins seront exclusivement réservés à ceux qui pourront payer. Le fait de délivrer une ordonnance n'est pas tout. Encore faudrait-il pouvoir acheter ces médicaments.

La seule perspective qui vaille le coup de vivre c'est de consacrer sa vie à transformer cette société profondément injuste.

L E U R S O C I E T E

LE TRAVAIL DES ENFANTS : UNE ILLUSTRATION DE LA BARBARIE DU CAPITALISME

Du 06 Juillet au 10 juillet s'est tenu à Cotonou un séminaire sur le travail des enfants. Ce séminaire était organisé par "l'atelier sous-régional sur le travail et le trafic des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre".

Cet "atelier" a rappelé que plusieurs centaines de millions d'enfants dans le monde, surtout en Asie et en Afrique, sont exploités et ainsi directement intégrés dans le système capitaliste.

Tout un réseau de trafic existe dans bien des pays d'Afrique, arrachant les milliers d'enfants à leurs parents; réduits à une exploitation certaine.

Et si "la Côte d'Ivoire" est un "récepteur" en matière d'enfants venus d'autres pays, il est tout aussi certain que les riches, petits et grands, d'ici comme des pays "fournisseurs" d'enfants sont les demandeurs et les bénéficiaires de cette exploitation. Et les pauvres, d'ici et aussi d'ailleurs, enfin de compte, les seuls "fournisseurs".

Le travail des enfants, "une balafre pour l'Afrique" a titré le journal "Notre Voie"

d'il y a quelques jours avec comme conclusion: "l'atelier de Cotonou entend attirer l'attention du monde pour que "les travailleurs invisibles" jouissent enfin de leur enfance". La conclusion de ce journal proche du FPI est au mieux, un vœux pieux! On aurait pu tout aussi bien lire ce titre ainsi que son contenu intégral dans Fraternité-Matin ou tout autre journal bourgeois de quelque tendance politique.

Oui, certainement, le travail des enfants est une "balafre" qui saigne les pauvres. Et des balafres de ce type, il y en a beaucoup d'autres. Et elles sont toutes purulentes. Mais quelle est leur origine? C'est à cette question qu'il faudrait concrètement répondre, sans faire des vœux-pieux. Et c'est cette question que la bourgeoisie, son gouvernement, ses intellectuels ainsi que ses journalistes, ne veulent justement pas poser et encore moins y répondre. Pour la simple raison que l'exploitation des enfants, à cette échelle industrielle, est liée au système capitaliste lui-même. Un système qu'ils vénèrent pour peu qu'il leur fasse bénéficier de quelques privilèges. Cela ne leur coûte pas cher de dénoncer de temps en temps, et du bout des lèvres cette forme

L E U R S O C I E T E

d'esclavage digne d'une époque révolue.

Mais il est de notoriété publique que bien des petits bourgeois, bien des bureaucrates, pour peu qu'ils ont des revenus qui le leur permettent, n'hésitent pas à "recruter" une petite gamine comme bonne à tout faire dans leur domicile.

Alors les hommes politiques et les hauts fonctionnaires peuvent organiser de temps en temps des "colloques" ou des "ateliers", verser quelques larmes de crocodile sur quelques aspects de ce système ignoble. Mais ils se gardent bien de prendre quelque mesure que ce soit pour éradiquer réellement ces phénomènes.

UNE SOCIETE REPUGNANTE

Voilà un vieux paysan, petit planteur de cacao, dans la région de Gagnoa qui durant toute sa vie n'a fait les spéculateurs, sans parler des hauts dignitaires de ce régime pourri.

Mais son campement, pour ne pas dire village, était dépourvu du minimum élémentaire (dispensaire, hôpital, etc.) qu'il était en droit d'attendre de cette société à laquelle lui et les siens ont tout donné.

Il a vu l'un après l'autre tous les membres de sa famille disparaître prématurément, à

l'exception de son jeune fils de 17 ans. Le vieux lui-même ayant perdu petit à petit la vue, faute de soin, le mettant ainsi à la charge de son jeune fils. Mais son fils lui aussi est tombé malade et à fini par décéder. Le vieux, abandonné à lui-même, est devenu presque fou.

Cette société est vraiment répugnante et inhumaine. Voilà un brave paysan qui a trimé toute sa vie. Mais comme il est devenu improductif, il n'intéresse plus personne. Et on le laisse crever comme un chien.

.

.

MALI :
LA CANICULE ET L'INCURIE GOUVERNEMENTALE
ONT FAIT BEAUCOUP DE MORTS

La canicule exceptionnellement forte qui a sévi au Mali au courant du mois de mai et début juin a fait plusieurs victimes. Des dizaines de personnes, peut-être plus, plus particulièrement des personnes âgées y ont laissé leur vie suite à des déshydratations.

Il paraît qu'on n'a pas connu au Mali une canicule d'une telle ampleur depuis au moins une soixantaine d'années. Dans certaines régions, comme à Bamako ou à Kayes, la température frôlait les 50°. Heureusement que les pluies sont arrivées avec le début de l'hivernage pour adoucir un peu l'atmosphère.

Mais s'il y a eu autant de morts ce n'est pas la canicule seule qui en était responsable. La véritable cause de cette catastrophe c'est l'incapacité du pouvoir en place à s'occuper des problèmes quotidiens des populations pauvres. Il y a bien sûr le sous-développement avec tout ce que cela comporte comme conséquences : manque d'infrastructure sanitaire, manque de moyens pour construire des logements adéquats, etc... Mais comme dans toute société où il y a des riches et des pauvres

ce n'est pas par hasard qu'à chaque fois qu'il y a une catastrophe dite naturelle ces sont les pauvres qui en pâtissent le plus.

Les familles riches, elles, possèdent des maisons climatisées. Elles ont les moyens de se soigner dans les meilleurs hôpitaux ou de faire venir d'urgence les médecins en cas de besoin. Par contre, les familles pauvres n'ayant pas tous ces moyens ne peuvent que pleurer leurs morts.

Le gouvernement s'est contenté de donner quelques conseils par l'intermédiaire de la radio et encore... comme le médecin après la mort. Cette canicule a duré plusieurs semaines. L'Etat aurait au moins pu mettre en place des services d'urgence pour venir au secours des victimes, organiser des acheminements de citernes d'eau potable dans les quartiers ou les villages en difficulté. Or rien de tout cela n'a été fait. Les autorités vont mettre toutes ces victimes sur le compte de la fatalité. Mais la vérité est que ceux qui gouvernent ne s'intéressent qu'aux intérêts des possédants. La vie des pauvres ne fait pas partie de leurs préoccupations.

SOUDAN : POPULATIONS VICTIMES DE LA GUERRE ET LA FAMINE
LES IMPERIALISTES RESPONSABLES

Dans le Sud du Soudan la famine fait des ravages parmi

les populations. Chaque jour près de 1000 personnes meurent

de la famine. A travers toutes les régions du Sud on voit des hommes et des femmes squelettiques se traînant sur les routes. Les images que les médias montrent rappellent beaucoup celles de la famine qui a frappé l'Ethiopie il y a une vingtaine d'années ou plus récemment la Somalie.

Il y a déjà dix ans le Soudan a été terriblement ravagé par une famine qui a causé des milliers de morts. Cette famine de 1988 était due à la guerre et aux inondations. Cette fois-ci aussi c'est toujours la guerre qui sévit dans le Sud, mais en plus de cela il n'y a eu, trois années de suite, ni pluie ni récolte. Les paysans ont épuisé leurs dernières réserves. Et pourtant le Soudan est un vaste pays qui possède des richesses et en particulier des richesses agricoles. Comment se fait-il que ce pays soit frappé par la famine?

La sécheresse et les inondations ne sont pas seules responsables de cette catastrophe. C'est la situation politique qui en est la cause principale.

Le Soudan est une ancienne colonie britannique. Il est devenu indépendant en 1956. Et depuis cette date le pays est déchiré par un conflit permanent qui oppose le Nord du pays où l'Islam est la religion dominante et le Sud où la population est chrétienne et animiste. Evidemment le colonialisme anglais a fait en sorte que le pouvoir soit entre les mains des seuls islamistes.

C'est ainsi que dans le Sud à majorité chrétienne et

animiste il y a une guérilla dirigée par l'APLS (Armée Populaire de Libération du Soudan). Le gouvernement n'arrive pas à mater la rébellion. Et en plus, depuis quelques années, les populations du sud sont victimes de razzias organisées par des tribus musulmanes du Nord. Ces dernières s'emparent des jeunes enfants pour les vendre comme esclaves. Certes, les razzias ne constituent pas un fait nouveau dans l'histoire du pays. Mais le conflit armé entre le Nord et le Sud a bien sûr favorisé la résurgence de ce genre de pratique qui était en voie d'extinction.

En fait ce sont les puissances impérialistes qui ont attisé l'opposition entre le Nord et Sud en favorisant l'un au détriment de l'autre. Et depuis 1989 c'est une junte militaire islamiste qui est au pouvoir à Khartoum. Cette junte a mis en vigueur la loi coranique pour maintenir son pouvoir et mater les rebelles du Sud.

Dans cette situation, parmi les Etats impérialistes la France soutient directement le régime en place. De son côté les Etats-Unis apportent une aide militaire discrète aux guérillas du Sud. Chacun place son pion pour ancrer ce pays dans son camp. Au lieu de faire tout pour arrêter le conflit armé entre le Nord et le Sud ils ne font que l'attiser. Et le sort des populations qui en sont victimes ce n'est pas leur préoccupation. Evidemment quand la catastrophe devient flagrante on verse des larmes de crocodile pour cacher ses responsabilités.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservés aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur les bourgeois pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire, la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches:

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
 - donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité au respect des autres.
 - favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale
- La présente revue entend dans cette perspective:
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine, et Trotsky
 - combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
 - contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
 - oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.